

Le retour de Berlusconi ?

Va-t-on assister à un nouvel épisode du film que l'Italie politique se joue depuis le début des années 1990 ? Tout semble l'indiquer alors que les Italiens votent, dimanche 13 et lundi 14 avril, pour élire la Chambre des députés et le Sénat. Le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi apparaît à beaucoup d'observateurs acquis après le mandat interrompu du centre-gauche, conséquence de la défection d'une de ces petites formations qui ont l'habitude de vendre leurs voix au plus offrant. Aussi, comme chaque fois depuis la fin de l'hégémonie de la Démocratie chrétienne, le désenchantement et la lassitude l'emportent.

Pourtant, ce scrutin pourrait amener enfin un changement. Même si la droite se présente derrière un revenant, en la personne d'un Berlusconi revigoré par la perspective d'une nouvelle victoire, le paysage politique italien est en mutation. Sous la houlette de Walter Veltroni, la gauche démocratique s'est rassemblée sans s'embarrasser d'alliés dans les différents avatars des rescapés du communisme. Ce refus risque de lui coûter le pouvoir, mais il peut contribuer à faire progresser le bipartisme dans un pays célèbre pour ses coalitions contradictoires et éphémères. Ce serait un immense progrès, qui devrait être consolidé par une réforme de la loi électorale.

Car le gouvernement de centre-gauche mené par Romano Prodi n'a pas démérité. S'il est désavoué par les électeurs, c'est au contraire parce qu'il a su engager des réformes courageuses que l'équipe précédente, justement présidée par M. Berlusconi, avait négligées. Il s'est heurté à des intérêts catégoriels et n'a pas pu mener à bien la mue d'un système économique qui a naguère été performant, mais qui est maintenant à bout de souffle.

La recomposition en cours du paysage politique a cependant un prix : le retour aux affaires du "Cavaliere", l'homme le plus riche d'Italie, dont les turpitudes ont échappé aux magistrats les plus pugnaces. Ce n'est une bonne nouvelle ni pour l'Italie ni pour l'Europe. Chaque fois qu'il a occupé le Palazzo Chigi, Silvio Berlusconi a fait honte à ses concitoyens et entravé l'intégration européenne. Il risque d'en aller de même si les Italiens, en toute liberté, lui accordent demain une majorité, aussi ténue soit-elle.